



ALL THE DETAILS • POUR EN SAVOIR PLUS

Newsletter for the members of the Association of Justice Counsel
Bulletin d'information à l'intention des membres de l'Association des juristes de Justice

June 17, 2011

AJC Back at the Bargaining Table

On Wednesday and Thursday of this week, the AJC Negotiations Team met with Treasury Board officials and senior management to engage in face-to-face talks and exchange proposals.

Our goals for negotiations are clear. As during exploratory discussions earlier this year, AJC's number one priority is achieving gains in compensation for the LA community, and compensation therefore remains the number one issue for us at the bargaining table.

Meanwhile, Treasury Board is asking Justice Canada and PPSC to make significant cuts to their budgets which have been frozen since 2010 and already subject to strategic review. This is happening while law and order expands and the government boasts about the resilience of the Canadian economy.

More difficult to reconcile are the record tens of millions doled out to private firms, who bill top dollar, when the same legal services could be provided in-house but at a fraction of the cost. In the era of so-called austerity, taxpayers have a right to know why the budget for external legal agents continues to mushroom unchecked while federal lawyers and prosecutors get squeezed and overworked.

Instead of lining the pockets of the private sector, the employer should invest more funding and resources in the members of the AJC. We are the ones that uphold the justice system. We are the ones who protect Canadians. And we are the face of law and order. That will be the theme as we move forward in this round of bargaining.

Further talks are scheduled through the summer. Stay tuned for updates.

17 juin 2011

L'équipe de l'AJJ de retour à la table de négociation

Mercredi et jeudi de cette semaine, l'équipe de négociations de l'AJJ a rencontré des représentants du Conseil du Trésor et de la haute direction pour entreprendre des pourparlers et échanger des propositions.

Nos objectifs pour les négociations sont clairs. Comme lors des discussions exploratoires plus tôt cette année, la priorité numéro un de l'AJJ est de réaliser des gains sur le plan de la rémunération pour le groupe des LAs. La rémunération reste donc en tête de liste pour nous à la table de négociation.

Pendant ce temps, le Conseil du Trésor demande à Justice Canada et au SPPC d'apporter des réductions importantes de leurs budgets qui sont d'ailleurs gelés depuis 2010 et qui font en plus l'objet d'une révision stratégique. Tout cela survient alors que le dossier de la loi et l'ordre prend de l'importance et que le gouvernement insiste sur l'importance de soutenir l'économie canadienne.

Ce qui est plus difficile à comprendre ce sont les dizaines de millions de dollars qui sont alloués par le gouvernement aux cabinets privés, dont les taux horaires sont très élevés, alors que les mêmes services juridiques pourraient être fournis à l'interne, à une fraction du prix. À l'ère de la soi-disant austérité, les contribuables ont le droit de savoir pourquoi les budgets consacrés aux cabinets juridiques externes continuent d'augmenter de façon incontrôlée pendant que les avocats et les procureurs du gouvernement fédéral sont débordés de travail.

Au lieu de garnir les poches du secteur privé, l'employeur devrait consacrer des budgets et des ressources supplémentaires pour appuyer les

Treasury Board Opts Not to Appeal Judicial Review Decision Upholding Overtime

On May 10, 2011, we published a bulletin announcing the Federal Court's decision to dismiss Treasury Board's application to strike down overtime and travel time compensation for LA1s and LA2As. Treasury Board had a 30-day period to file an appeal, expiring on June 6, 2011.

We are happy to report the employer has not filed an appeal, thereby leaving the Federal Court's decision to stand as the final authority on the matter.

membres de l'AJJ. Nous sommes ceux qui maintiennent le système de justice. Nous sommes ceux qui protègent les Canadiens et Canadiennes. Nous sommes le visage de la loi et l'ordre. Voilà le thème que nous mettrons de l'avant durant cette ronde de négociation.

De nouveaux pourparlers sont prévus durant l'été. Des mises à jour seront faites régulièrement.

Le Conseil du Trésor ne porte pas en appel la décision sur la requête en révision judiciaire

Dans un autre ordre d'idée, le 10 mai 2011, nous avons publié un bulletin annonçant la décision la Cour fédérale de rejeter la demande du Conseil du Trésor d'invalider la décision arbitrale sur la rémunération des heures supplémentaires et le temps de déplacement des LA1 et LA2A. Le Conseil du Trésor avait une période de 30 jours pour porter cette décision en appel. Cette période a pris fin le 6 juin dernier.

Nous sommes heureux d'annoncer que l'employeur n'a pas porté la décision en appel, confirmant ainsi la décision de la Cour fédérale sur cette question.